



LE PEUPLE AU-DESSUS DU PROFIT

- Cinquième débat - Pour le plus grand nombre : Les services publics dans une économie mondiale juste

Pour instaurer un monde où les travailleurs/euses évoluent dans la dignité, où la planète est protégée et où chacun peut répondre à ses besoins élémentaires et s'accomplir pleinement, il faut un modèle économique différent de celui que nous connaissons.

Une économie pour le peuple ne peut être envisageable tant que le paradigme du marché et de la concurrence demeure omniprésent, entraînant un nivellement par le bas en matière de salaires, d'impôts, de prestation de services publics et de normes environnementales. Si le système actuel est politiquement viable, c'est uniquement parce que ceux qui en bénéficient ont délibérément créé une idéologie qui véhicule insidieusement de fausses croyances telles que l'inefficacité des services publics, leur incapacité à innover et le soi-disant fardeau qu'ils représentent pour l'économie.

Pourtant, les gens demeurent très attachés à la qualité des services publics dont ils bénéficient. Ils se battent pour les défendre et les développer si on leur présente des alternatives viables et performantes. On constate une certaine animosité du peuple envers les grandes sociétés prospères qui n'acquittent pas leur juste part d'impôt. Les collectivités se mobilisent toujours davantage en vue de stopper les accords commerciaux qui accentuent les inégalités, transfèrent des droits aux grandes sociétés et portent atteinte aux services publics.

Nous devons veiller à ce que les services publics reprennent leur place centrale dans la réalisation des droits de l'homme et au cœur de l'État démocratique – pour assurer la réglementation démocratique, soutenir le développement durable et fournir des services accessibles à tous. Nous devons valoriser les services publics, et les fonctionnaires, en raison de leur contribution économique mais aussi sociale. Notre capacité à progresser vers une économie plus juste dépend essentiellement de notre capacité à présenter des alternatives crédibles, à éduquer, à mobiliser l'opinion publique et à influencer la prise de décisions.